

Burundi : Un forcing politique du parti au pouvoir risque d'être suicidaire

@rib News, 13/03/2015 La politique de la terre brûlée du CNDD-FDD à l'approche des élections de 2015 Par Gervais Marcel Cishahayo Le président Nkurunziza Pierre et son parti CNDD-FDD sont confrontés à une opposition fragmentée mais résolue, une société civile déterminée et une communauté internationale de plus en plus ferme. Acculé de tous parts, et incapable de contempler de quitter (ou garder) le pouvoir à travers des élections compétitives réellement démocratiques le parti CNDD-FDD fait des fuites en avant et fait planer le spectre de la violence pour forcer un troisième mandat présidentiel de Pierre Nkurunziza, ou à défaut, une victoire à tous prix pour son parti.

Alors que le multipartisme est également reconnu au Burundi, une frange de jusqu'au-boutistes au sein du parti CNDD-FDD au pouvoir semblent plus ne pas vouloir comprendre que l'alternance au pouvoir à l'issue des élections libres est une des caractéristiques principales de la gouvernance démocratique pour laquelle le Burundi a opté avec la signature des accords d'Arusha et l'adoption de la Constitution du 18 mars 2005. A tort ou à raison, des irréductibles au sein du pouvoir croient ou pensent qu'ils ont tout à perdre et s'adonnent à des pratiques antidémocratiques répressives et de culte de la personnalité caractéristiques du système politique de parti unique. Cette politique que certains hésitent pas de qualifier de « terre brûlée » au mépris de la quasi-unanimité nationale (voire internationale) contre un éventuel troisième mandat présidentiel du président actuel Pierre Nkurunziza et le maintien forcé au pouvoir du parti CNDD-FDD suscite beaucoup d'inquiétudes au Burundi, dans la région des Grands lacs en Afrique et au-delà. Les récents remaniements effectués notamment à la tête des services de sécurité et d'autres postes sensibles de l'administration, l'évasion spectaculaire de Hussein Rajabu, les dossiers goulés et dévoilés et d'écroulés médiatisés ne font qu'accroître la malaise au sein d'une population qui a du mal à se remettre des séquelles de plus de quinze ans de guerre civile, une gouvernance gangrénée par les vices de toutes sortes et une pauvreté qui ne dit pas son nom. Tandis que l'opposition politique et la société civile (même fragmentées) se sont déjà exprimées unanimement contre un tel mandat, pour ne citer qu'un exemple, ce dimanche 08 Mars 2015, la puissante et influente Église catholique du Burundi a transmis un message unanime clair dans ce sens à ses fidèles. La grogne est perceptible même au sein du parti au pouvoir. Discrétion professionnelle oblige, le langage diplomatique diplomatiquement mesuré et/ou parfois ambigu entretenu par certaines chancelleries des partenaires régionaux et internationaux du Burundi continue à faire croire aux témoins et inconditionnels d'un troisième mandat du Président Nkurunziza et du parti CNDD-FDD qu'ils peuvent brader l'opinion nationale et internationale. Certains soupçonnent même des forces de l'ombre d'être derrière cette attitude du pouvoir. Les Nations Unies à travers son Conseil de sécurité et la MNUB (BNUB) ont investi des ressources considérables (matérielles, humaines, temps) pour faire (des élections de 2015) du Burundi un modèle d'une transition post-conflit réussie vers l'établissement d'un État de droit et d'une démocratie. Cependant ces efforts risquent de souffrir des tares inhérentes aux contradictions (divergences de vues, d'approches, des priorités et) des intérêts géopolitiques des grandes et moyennes puissances de ce monde au sein même de ce Conseil. En effet par exemple, si la position officielle des partenaires principaux du Burundi tels que les USA et l'UE a été exprimée diplomatiquement contre un troisième mandat présidentiel qui ne respecterait pas les Accords d'Arusha et la Constitution qui en émane, celle des autres membres du conseil de sécurité tels que la Fédération de Russie et la Chine restent moins connues et risquent de suggérer des interprétations les plus controversées. En plus d'une pression interne effective, une position collective du conseil de sécurité articulée dans ce sens pourrait infléchir la position du président actuel et les irréductibles de son parti pour abandonner leur approche catastrophiste et accepter d'appliquer sans malice, les règles établies du jeu démocratique. Pour une certaine opinion, malgré les efforts entrepris pour apporter des corrections aux défaillances du processus enclenché des électeurs que l'opposition de manœuvres frauduleuses, les élections sont déjà sérieusement compromises à cause de la confection d'un fichier électoral de référence basé sur l'octroi de cartes d'identité ouvert aux abus de toutes sortes comme cela a été documenté. Sous d'autres cieux, dans un souci d'assainir le climat politique actuellement vicié, un tel enrôlement aurait été purement et simplement annulé ; la CENI, les CEPI et les CECI auraient été dissoutes et reconstituées par les rendre plus représentatives de toutes les forces politiques, la société civile et les partenaires sociaux. Au-delà de la manipulation des partis politiques et tous les forfaits et les tares dont le pouvoir peut être accusé à tort ou à raison, l'utilisation des corps de défense et de sécurité et l'appareil judiciaire pour mener une persécution systématique des leaders et des membres des partis politiques les plus crédibles membres ou non des coalitions notamment le FNL d'Agathon Rwasa, le MSD d'Alexis Sinduhije, le CNDD de Léonard Nyangoma, UPD Zigamibanga, etc. engendrent une malaise généralisée perceptible à travers tout le pays. Les Burundi digèrent mal les exécutions, les injustices, les persécutions de toutes sortes et la corruption endémique qui leur rappellent les régimes du passé. En capitalisant sur la domination par son parti de l'administration et des forces de défense de sécurité en plus de sa milice militarisée « Imbonerakure », le parti CNDD-FDD risque de pécher par excès et d'être pris dans son propre piège. En effet même si la problématique ethnique persiste, elle a évolué tant au niveau régional que national où l'antagonisme ethnique est maintenant doublé de compétition politique intra-ethnique. Sur la scène politique beaucoup s'accordent pour reconnaître que chaque parti pris séparément, même s'il n'est pas reconnu par le ministre de l'Intérieur ne peut donc pas mener également ses activités, à le FNL d'Agathon Rwasa est indubitablement le challenger principal du CNDD-FDD de Pierre Nkurunziza et que sa coalition avec d'autres partis de l'opposition améliorerait davantage ses chances de succès aux prochaines élections. Après quinze ans de guerre interethnique polarisée entre Hutus et Tutsi, d'une part, les Burundi ne sont pas facilement motivés pour une guerre intra-ethnique (entre Hutus et Tutsi). D'autre part, sous les pressions d'une opposition politique même fragmentée, une société civile déterminée dans un contexte d'une situation économique catastrophique défavorable et des partenaires nationaux et internationaux de plus en plus impatients, une approche de forcing politique et de terre brûlée risque d'être suicidaire pour une formation politique qui aura ainsi dépensé, en si peu de temps, son capital politique considérable à l'issue des premières élections.

de 2005 après les Accords d'Arusha. A propos de l'auteur Gervais Marcel Cishahayo est un membre de la diaspora burundaise depuis la fin des années 1970s et établi à Malte, UE. Professeur, consultant sur les questions relatives à l'éducation, la géophysique, les NTICs, la diplomatie et les relations internationales, il est l'auteur d'articles et de contributions diverses dans les médias sur l'immigration, la sécurité et l'intégration régionale. Avocat de la gouvernance démocratique bien connu des milieux politiques et académiques et n'ayant jamais adhéré officiellement à aucun parti depuis les années 1980s, il est l'auteur d'une thèse d'analyse de la dimension de la sécurité de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) présentée à l'Académie Méditerranéenne de Diplomatie de l'Université de Malte.